



PRÉFET DU TARN

Liberté
Égalité
Fraternité

08 OCT. 2025

Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale du
dans le cadre du renouvellement d'autorisation et de l'approfondissement de la carrière de calcaire
située aux lieux-dits « La Fendeille » et « Pistre » sur le territoire de la commune de Sorèze et exploitée
par la société CEMEX Granulats Sud Ouest

Le préfet du Tarn

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour Garonne approuvé par arrêté du 10 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant Agout approuvé par arrêté du 15 avril 2014 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 « station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 1^{er} octobre 2024 portant nomination de M. Laurent BUCHAILLAT en qualité de préfet du Tarn ;

Vu le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de M. Laurent GANDRA-MORENO en qualité de sous-préfet de Castres ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2025 portant délégation de signature à M. Laurent GANDRA-MORENO en qualité de sous-préfet de Castres ;

Vu les actes en date des 6 juin 1973, 9 août 1990, 15 avril 1999, 21 juillet 1999, 8 mars 2011, 6 novembre 2007 et 22 décembre 2017 antérieurement délivrés à CEMEX Granulats Sud Ouest pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire de la commune de Sorèze ;

Vu la demande en date du 14 février 2025, présentée par CEMEX Granulats Sud Ouest, dont le siège social est situé 13, rue du Capricorne 94150 RUNGIS, à l'effet d'obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire située aux lieux-dits « *La Fendeille* » et « *Pistre* » sur le territoire de la commune de Sorèze et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R. 181-13 du code de l'environnement ;

Vu les informations complémentaires apportées par le pétitionnaire à cette demande, en date du 27 juin 2025 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 20 mai 2025 ;

Vu la décision en date du 6 mars 2025 de la présidente du tribunal administratif de Toulouse portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 mars 2025 ordonnant l'organisation d'une consultation du public dématérialisée pour une durée de 3 mois du 22 avril 2025 au 23 juillet 2025 inclus ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public dans les communes concernées ;

Vu la publication en date du 3 avril 2025 de l'avis au public dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête numérique, le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Sorèze et de Cahuzac, respectivement en date des 27 janvier 2025 et 17 avril 2025 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental du Tarn en date du 9 mai 2025 ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn ;

Vu le projet d'arrêté porté le 5 septembre 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu la réponse du pétitionnaire en date du 12 septembre 2025 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Vu le rapport et les propositions en date du 12 septembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les mesures prises par le pétitionnaire, pour les installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) mentionnés au I de l'article L. 214-3 du code de l'environnement en application de l'article L. 181-1 du code de l'environnement et les prescriptions techniques imposées par le présent arrêté, répondent aux objectifs de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec le SDAGE 2022-2027 du bassin Adour-Garonne ;

CONSIDÉRANT que le projet est conforme avec le SAGE du bassin Agout ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres ;

ARRÊTE

1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société CEMEX Granulats Sud Ouest (SIRET siège 89695029200277, SIRET carrière 89695029200129), dont le siège social est situé 13, rue du Capricorne 94510 RUNGIS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Sorèze, aux lieux-dits « La Fendeille » et « Pistre » (coordonnées Lambert 93 X= 625615 et Y= 6260863), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 : Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles et lieux-dits suivants :

| Commune | Parcelles (section E) | Lieux-dits |
|---------|-----------------------|-------------------------------------|
| Sorèze | 732 | La Fendeille (secteur de la Mandre) |
| | 1080 | |
| | 735 | |
| | 1014 | |
| | 1023 | Pistre |
| | 1019 | |
| | 738p | |
| | 743 | |
| | 1021 | |
| | 745 | |
| | 746 | |
| | 1018 | |
| | 887 | |
| | 888 | |
| | 889 | |

La surface de l'emprise de la carrière dans le cadre de l'autorisation est de 37 ha 22 a 66 ca.

1.1.3 : Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement ou arrêté de prescriptions applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

1.1.4 : Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 : Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

| Rubrique ICPE | Libellé simplifié de la rubrique | Nature de l'installation | Régime (*) |
|---------------|--|--|------------|
| 2510-1 | Exploitation de carrière | Superficie autorisée de 37 ha 22 a 66 ca Volume moyen annuel de 250 kT Volume maxi annuel de 480 kT | A |
| 2515-1a | Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minéraux et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2 | Concasseur mobile primaire de 192 kW Installation fixe secondaire de 1600 kW Groupe mobile pour valorisation des calcschistes de 192 kW | E |
| 2517-2 | Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques | Superficie de l'aire de transit de 5500 m² | D |

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

| Rubrique IOTA | Libellé simplifié de la rubrique | Nature de l'installation | Régime (*) |
|---------------|---|---|------------|
| 1.1.2.0 | Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé | Au maximum de 525 600 m³/an (60 m³/h x 24 h x 365 j) | A |
| 1.3.1.0 | A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils | Carrière située dans une Zone de Répartition des Eaux et le débit de pompage compris entre 10 et 68 m³/h (100 m³/h max en cas d'arrêt du pompage) | A |
| 2.1.5.0 | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet | Surface du bassin versant ~24.4 ha | A |

| Rubrique IOTA | Libellé simplifié de la rubrique | Nature de l'installation | Régime (*) |
|---------------|----------------------------------|--|------------|
| 3.2.3.0 | Plans d'eau permanents ou non | A l'arrêt du pompage plan d'eau de 2,13 ha | D |

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

1.3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

La conformité est subordonnée à l'observation préalable des éventuelles prescriptions relatives à l'archéologie préventive.

1.4 : Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.4.1 : Cessation d'activité et remise en état

La remise en état est coordonnée à l'exploitation du site.

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : **renaturation**.

À l'issue de l'exploitation, les terrains sont composés de :

- 2,4 ha de zone en eau ;
- 1,8 ha de fourrés arbustifs (végétalisation des fronts de taille et des verses remaniées) ;
- 0,75 ha de prairies humides, dont 6 mares de 50 m² ;
- 0,55 ha de prairies sèches ;
- 0,23 ha de bois.

Les principaux travaux de remise en état réalisés sur le secteur de la Mandre consistent à :

- purger les fronts de taille et adapter leur hauteur ;
- aménager un parement rocheux au Nord ;
- régaler les banquettes de terres pour favoriser l'ensemencement naturel ;
- créer des pièges à cailloux au pied des fronts Ouest ;
- créer un point bas collectant les eaux pluviales en pied de front afin que les eaux soient dirigées vers les bassins ;
- réaliser une plantation d'arbres et d'arbustes pour habiller le pied de fronts à l'Ouest ;
- mettre en sécurité le plan d'eau par un fossé ;
- aménager un espace parking et créer un cheminement piéton permettant de découvrir le secteur avec panneaux pédagogiques.

Pour le secteur de Pistre, les principaux aménagements consistent à :

- combler partiellement la fosse de Pistre (de 470 à 488 m NGF) ;
- maintenir les bassins, mares et fossés ;
- aménager des belvédères sur la carrière ;
- semer le secteur remanié des verses ;
- planter des essences arbustives locales ;
- aménager un chapelet de 3 petits plans d'eau suite au remblaiement du plan d'eau de 3 à 4 mètres de profondeur, sur au moins 10 mètres de long et 5 m de large ;
- débroussailler les pelouses sèches sur les surfaces planes de carreau.

Le plan d'eau actuel sur le secteur de Pistre est comblé de manière progressive. Le remblayage n'est autorisé qu'avec les stériles d'exploitation du secteur d'approfondissement de la Mandre.

Le comblement du plan d'eau est traité au paragraphe 8.1.2 I du présent arrêté.

Pour garantir l'aspect visuel de la carrière en fin d'exploitation et la création d'habitats propices à la biodiversité, l'exploitant procède à la revégétalisation du site :

- recolonisation naturelle des habitats rocheux ;
- reprise végétale spontanée autour des plans d'eau et des mares ;
- régalément de terres sur les banquettes inclinées reprises dans le cadre du projet ou en surplomb du futur plan d'eau afin de favoriser une colonisation végétale spontanée ;
- ensemencement de graines sur les talus des verses remaniées ;
- reboisement étroit et dense du pied de la falaise d'entrée ;
- plantation d'espèces arborées sur la verse n°4 dans la continuité du versant boisé schisteux attenant ;
- entretien des secteurs réaménagés/végétalisés existants maintenu.

La remise en état de chacun des deux secteurs est conforme aux plans annexés au présent arrêté (annexe 1).

1.4.2 : Durée de l'autorisation

En application des articles L. 181-28 et L. 515-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 15 années à compter de la date de notification du présent arrêté.

1.5 : Garanties financières

1.5.1 : Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour la rubrique suivante : **2510** (indice TP 01 de juin 2025 : 130,5).

| Phasage | Montant (en €) |
|---------|----------------|
| Phase 1 | 240184 |
| Phase 2 | 257177 |
| Phase 3 | 277589 |

Le montant des garanties financières est actualisé :

- tous les cinq ans en se basant sur l'indice des travaux publics TP 01 ;
- dans les six mois suivant une augmentation supérieure de 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans.

1.5.2 : Établissement des garanties financières

Préalablement à la mise en exploitation dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP 01.

1.6 : Implantation

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

La clôture située en partie supérieure du site est maintenue fonctionnelle pendant toute la durée de l'exploitation et après remise en état du site.

1.7 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

2.1 : Dispositions générales

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

2.2 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.2.1 : Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage pour limiter les envols par temps sec.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

2.2.2 : Surveillance des émissions atmosphériques

L'exploitant assure une surveillance annuelle du rejet canalisé du dépoussiéreur au niveau de l'installation de traitement. Les valeurs limites à respecter sont celles définies dans l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 fonction de la capacité d'aspiration de l'équipement. Un justificatif de cette donnée est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant assure une surveillance trimestrielle des émissions de poussières diffuses par le biais de jauges OWEN localisées sur le plan annexé au présent arrêté (annexe 2).

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 : Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 : Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

| Origine de la ressource | Prélèvement maximal | Prélèvement maximal |
|------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|
| | Journalier (m ³ /j) | Annuel (m ³ /an) |
| Nappe des calcaires fissurés | 2400 | 525600 |

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 160 l/s (pour une pluie décennale).

Le prélèvement autorisé permet uniquement la mise hors d'eau de la fosse pour permettre l'extraction.

3.1.2 : Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Des merlons sont mis en place autour de la zone d'approfondissement. Un fossé est créé en pied de front afin de récolter les eaux souterraines et météoriques en fond de carreau.

L'ensemble de ces eaux sont collectées et dirigées vers une fosse de 25 m³ dans laquelle est implantée une pompe de relevage d'un débit maximal de 100 m³/h. La fosse est déplacée au fur et à mesure de l'approfondissement.

Une pompe de secours est présente sur le site en cas de panne de la pompe principale.

Les eaux pompées sont acheminées dans un bassin d'un volume de 900 m³ créé au milieu de la carrière à proximité du carreau. Le rejet de ce bassin s'effectue dans le circuit en série des bassins de décantation déjà existants et décrits au 3.2.2 du présent arrêté.

Lors de précipitations journalières supérieures à 50 mm, l'exploitation est immédiatement arrêtée (arrêt de l'extraction et du pompage). Une station pluviométrique est présente sur le site à cet effet.

3.2 : Conception et gestion des réseaux et point de rejet

3.2.1 : Point de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc.

Le rejet issu des bassins de décantation est le suivant :

| Réf. | Coordonnées Lambert 93 | Nature des effluents | Exutoire du rejet | Milieu naturel récepteur | Conditions de raccordement |
|--------------------------------|---------------------------|--|-------------------|--------------------------|----------------------------|
| Pt N°1 en sortie du bassin n°5 | 625 518 E/ 6 261 021 N | Eaux souterraines et pluviales décantées | Milieu naturel | Ruisseau Orival | Buse |

Le débit maximal de rejet à la buse en sortie de la carrière est fixée à 160 l/s pour une pluie d'occurrence décennale. Un dispositif de régulation est installé sur la conduite de rejet existante.

3.2.2 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les eaux de ruissellement sont collectées par un réseau de fossés et dirigées vers une succession de 5 bassins :

- bassin n°1 : bassin de décantation avec surverse via un fossé vers le bassin n°2 ;
- bassin n°2 : bassin de décantation avec surverse au-dessus d'une cloison séparant les bassins n°2 et 3 ;
- bassin n°3 : bassin de décantation avec ouvrage de régulation du trop-plein dirigé vers le bassin n°4 via une buse de diamètre 500 mm ;
- bassin n°4 : bassin de décantation et de stockage avec ouvrage de régulation (buse 500 mm) connecté au bassin n°5 ;
- bassin n°5 : bassin de décantation et de stockage avec ouvrage de régulation (buse diamètre 1 600 mm) vers le ruisseau d'Orival.

L'exploitant maintient les ouvrages et installations de manière à garantir le bon écoulement des eaux et le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ainsi que ceux destinés à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements et déversements.

Un dispositif de mesures de volume d'eau est installé au droit du rejet vers le ruisseau de l'Orival. L'exploitant assure un relevé de ce dispositif à une fréquence hebdomadaire.

Un bassin de capacité de 900 m³ avec un débit de fuite de 66 l/s est créé dans le but de recueillir les eaux issues du pompage de la fosse.

Le rejet de ce bassin s'effectue dans le circuit en série des bassins de décantation décrits ci-dessus.

Deux bassins d'orage sont présents au Sud de la carrière sur le secteur de Pistre.

Le point de rejet est aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Il doit, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

Un entretien des bassins et des ouvrages associés est nécessaire afin de garantir leur bon fonctionnement :

- Nettoyage et curage régulier des buses de fuite et des regards d'ajutage ;
- Entretien de la végétation autour et en fond de bassins ;
- Curage des bassins régulier afin de maintenir leur volume de rétention disponible.

3.3 : Limitation des rejets

3.3.1 : Caractéristique du rejet externe

Les eaux résiduelles respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°1 : en sortie du bassin n°5

- Température maximale : 22°C
- pH : 5,5 et 8,5
- turbidité : 18 NTU
- Débit maximum horaire : 576 m³/h (pour une pluie d'occurrence décennale)

| Paramètre | Rejet n° 1 |
|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Concentration maximale (mg/l) |
| DBO5 | 4,5 |
| DCO | 25 |
| Matières en suspension totale (MEST) | 35 |
| Hydrocarbures totaux | 5 |

3.4 : Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 : Relevé des prélèvements d'eau

Le débit de pompage en fond de carreau est surveillé par le biais d'un débitmètre installé sur la conduite de refoulement. Le débit de pompage maximum est de 100 m³/h.
L'exploitant suit les volumes d'eau prélevés à une fréquence hebdomadaire.

3.4.2 : Contrôle du rejet

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

| Pt rejet n°1 | Paramètre | Type de suivi | Périodicité de la mesure |
|-------------------------|------------------------|----------------------|--------------------------|
| En sortie du bassin n°5 | DBO5 | Prélèvement ponctuel | Trimestrielle |
| | DCO | | |
| | MES | | |
| | Hydrocarbures totaux | | |
| | Turbidité | | |
| | pH | | |
| | Température | | |
| | Conductivité | | |
| | Taux d'oxygène dissous | | |

3.5 : Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.5.1 : Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

| Pt de mesure | N°BSS de l'ouvrage | Localisation par rapport au site (amont ou aval) | Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau | Profondeur de l'ouvrage |
|--------------|--------------------|--|--|-------------------------|
| PZ3 | BSSS4PHKD | Entre le carreau de la Mandre et l'Orival | Nappe des calcaires fissurés | 30 m |
| PZ6 | BSSS4PHKF | | | 30 m |
| PZ7 | BSSS4PHKH | | | 30 m |

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan annexé au présent arrêté (annexe 3).
Le relevé des niveaux d'eau dans ces trois piézomètres est effectué à fréquence hebdomadaire.
Les données font l'objet d'un rapport annuel établi par un hydrogéologue. Ce rapport est communiqué à l'inspection des installations classées et à la DDT service police de l'eau.

3.5.2 : Surveillance des eaux de surface

- **Surveillance du débit de l'Orival**

Le niveau d'eau ainsi que le débit de l'Orival sont surveillés sur les trois points suivants (annexe 4) :

- en amont de la carrière au niveau du virage de Pistre ;
- au droit du carreau de la Mandre, au pont du lieu-dit « La Glacière » ;
- en aval de la carrière, au pont de la pisciculture.

Une échelle limnimétrique est installée à cet effet sur chacun des points listés ci-dessus.

Des jaugeages du ruisseau sur les 3 points de suivi (5 par point) sont réalisés lors de différentes conditions hydrologiques afin d'obtenir une courbe de tarage. Celle-ci est utilisée pour estimer le débit du cours d'eau.

Le relevé des échelles limnimétriques est effectué à une fréquence hebdomadaire. Ces données de hauteur d'eau et de débit sont notées sur un registre mentionnant le nom, prénom et fonction de la personne réalisant les relevés. Ce registre est tenu à la disposition des services police de l'eau et de l'inspection des installations classées.

Si le débit mesuré, au droit du carreau de la Mandre, au pont du lieu-dit La Glacière, est inférieur à 5 l/s, l'exploitant réalisera des relevés quotidiens qui seront transmis hebdomadairement au service police de l'eau de la DDT à l'adresse : ddt-eau@tarn.gouv.fr

Si ce débit est inférieur au débit mesuré en amont de la carrière, les travaux d'approfondissement sont suspendus.

- **Surveillance de la qualité de l'Orival**

L'exploitant procède à l'analyse des eaux de surface dans les conditions suivantes :

| Paramètres | Pt de mesure | Fréquence des analyses |
|-------------------|--------------|------------------------|
| Nom | | |
| DCO | Orival amont | Trimestrielle |
| HCT | | |
| MES | | |
| pH | | |
| Température | | |
| Conductivité | | |
| DBO5 | | |
| Turbidité | | |
| Taux d'O2 dissous | | |
| DCO | | |
| HCT | | |
| MES | | |
| pH | | |
| Température | | |
| Conductivité | | |
| DBO5 | | |
| Turbidité | | |
| Taux d'O2 dissous | | |
| DCO | Orival aval | |
| HCT | | |
| MES | | |
| pH | | |
| Température | | |
| Conductivité | | |
| DBO5 | | |
| Turbidité | | |
| Taux d'O2 dissous | | |

Ces analyses font l'objet d'un compte-rendu annuel établi par un hydrogéologue. Ce rapport est communiqué à l'inspection des installations classées et au service police de l'eau de la DDT du Tarn.

Si une incidence est observée, notamment en période sensible de l'Écrevisse à pattes blanches et de la Truite Fario, le pompage sur la carrière ou le rejet des bassins de décantation est stoppé temporairement.

En cas d'incident lors des travaux susceptibles de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, l'exploitant prend immédiatement toutes les dispositions nécessaires (pouvant aller le cas échéant jusqu'à l'interruption des travaux) afin de limiter les effets sur le milieu et sur l'écoulement des eaux et d'éviter qu'il ne se reproduise. Il informe dans les meilleurs délais le Préfet du département et les maires des communes concernées.

3.5.3 : Surveillance du réseau karstique du Calel

Le niveau d'eau dans le réseau karstique du Calel est surveillé par le biais d'une station hydrologique durant toute la durée d'exploitation de la carrière. Cette station fait l'objet d'au minimum quatre interventions de maintenance par an.

Durant le premier mois de la présente autorisation, l'exploitant procède à un état des lieux dit état zéro de la grotte du Calel. Cet état des lieux comprend entre autres un reportage photographique, des observations in situ et des mesures hygrométriques.

Une visite de la cavité par un karstologue est réalisée deux fois par an lors de la première année d'approfondissement. Un compte-rendu est systématiquement rédigé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans le cas où l'approfondissement aurait une incidence sur les vestiges archéologiques du réseau karstique du Calel, le pompage est immédiatement arrêté. L'inspection des installations classées est alertée sans délai.

Une surveillance annuelle de l'état de surface du carreau de la Mandre ainsi que des exutoires des sources (« Fontaine Mélet », « source de l'ancien concasseur », « Fendeille » et « grotte de la carrière ») est réalisée par un expert hydrogéologue. Cette surveillance fait l'objet d'un compte-rendu et d'une transmission à l'inspection des installations classées.

4 - MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

4.1 : Mesures d'évitement, réduction et d'accompagnement

Dès le démarrage de l'approfondissement, un plan de gestion écologique est établi par les écologues en charge du suivi de la carrière. Ce plan de gestion précise les aménagements écologiques à mettre en place et les mesures appliquées à chaque emprise.

4.1.1 : Mesures d'évitement

Les secteurs sensibles (annexe 5) suivants sont balisés en relation avec un écologue et évités de toute exploitation :

- les bassins à l'Ouest du secteur de la Mandre ainsi que ceux au Sud de la piste reliant les deux secteurs de la carrière ;
- les fourrés humides dans le secteur des bassins de décantation et au point de rejet ;
- les fourrés et boisements bordant la piste d'accès au secteur de Pistre ;
- la chênaie-charmaie en partie Sud de la carrière ;
- les friches xérophiles et les affleurements rocheux à l'Ouest du secteur de Pistre.

Toutefois, les bassins situés à l'Ouest du secteur de « La Mandre » ainsi que les bassins d'orage présents au Sud, sur le secteur « Pistre », sont curés périodiquement afin de s'assurer de la bonne qualité des eaux rejetées. Lors de ces interventions, les balisages interdisant l'accès à ces zones évitées pourront être enlevés temporairement afin de permettre le passage des engins et remis après intervention.

4.1.2 : Mesures de réduction

4.1.2.1 : Calendrier écologique pour les travaux

Les différents travaux à réaliser sur site (débroussaillage, reprise des versées, curage des bassins, etc.) respectent le calendrier écologique suivant :

| Interventions | Période de l'année (mois) | | | | | | | | | | | |
|--|---------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | S | O | N | D | J | F | M | A | M | J | J | A |
| Travaux de défrichement /débroussaillage des versées et décapages éventuels (* poursuite possible sous réserve d'un démarrage en période favorable) | | | * | | | | | | | | | |
| Débroussaillage des secteurs concernés par les OLD | | | | | | | | | | | | |
| Remaniement et stockage des stériles sur les versées. (Moyennant un entretien régulier empêchant la repousse végétale) | | | | | | | | | | | | |
| Curage des bassins artificiels | | | | | | | | | | | | |
| Entretien des banquettes stabilisées et maintien d'habitats semi-ouverts en friches xérophiles | | | | | | | | | | | | |

| | |
|--|---------------------------|
| | Période la plus favorable |
| | Période favorable |
| | Période à éviter |

Le plan de circulation de la carrière identifie clairement les secteurs à éviter. Des panneaux d'informations indiquant les secteurs sensibles sont installés afin d'éviter toute emprise sur la zone concernée.

4.1.2.2 : Création de mares pour les amphibiens

L'exploitant crée un chapelet de petites mares dès le début de l'autorisation et ce avant le réaménagement du secteur de Pistre. Celui-ci est localisé au niveau de la versée n°4 en proximité du plan d'eau de Pistre (annexe 6).

Les travaux sont effectués sur la période s'échelonnant entre septembre et janvier.

Une fois créés, les niveaux d'eau et l'absence de poissons sont surveillés de manière régulière.

Un curage et un débroussaillage des berges peut être rendu nécessaire. Dans ce cas, le curage ne doit être effectué que sur une partie de la mare et en dehors de toute période sensible (à réaliser entre septembre et octobre).

4.1.2.3 : Restauration et gestion des milieux semi-ouverts

Les espaces semi-ouverts sont entretenus par le biais de deux débroussaillages sur une période de cinq ans (2 passages par phase d'exploitation) afin de maîtriser les arbustes et les ronces.

Le débroussaillage a lieu de septembre à février pour éviter la destruction d'espèces.

4.1.2.4 : Suivi de la population d'Écrevisses à pattes blanches

Un inventaire spécifique aux écrevisses à pattes blanches est réalisé au début de l'autorisation et avant le début du pompage. Cet inventaire est mené conjointement avec la Fédération de Pêche et le Parc Naturel Régional du Haut-Languedoc dans le cadre d'une convention. L'Office Français de la Biodiversité du Tarn est associé à l'élaboration de la convention notamment en ce qui concerne les paramètres et périodicité des suivis.

Un suivi annuel du peuplement de l'espèce est réalisé durant toute la durée de l'autorisation.

Un comité de suivi est mis en place réunissant l'ensemble des parties prenantes afin de communiquer à minima annuellement sur les résultats de la surveillance et les actions entreprises.

4.1.3 : Mesures d'accompagnement

4.1.3.1 : Création d'un hibernaculum

Un site d'hibernation pour les amphibiens est mis en place à proximité des mares nouvellement créées au niveau de la verse 4. Un suivi de la colonisation de l'hibernaculum est réalisé à chaque printemps ou en début d'été par un écologue.

4.1.3.2 : Gestion des espèces exotiques envahissantes

L'exploitant veille à limiter la prolifération d'espèces exotiques envahissantes sur le site. Il apportera un soin tout particulier au sujet notamment lors des travaux de confortement des verses.

4.1.3.3 : Aménagement du plan d'eau du secteur de la Mandre

En fin d'exploitation, un plan d'eau est créé naturellement sur le secteur approfondi de la Mandre. Afin de rendre ce plan d'eau favorable à la biodiversité, l'exploitant réalise les opérations suivantes :

- mise en place d'un gradient de profondeur (zones de hauts-fonds) qui aboutit à la formation de pentes douces (1/10) sur la berge Sud du plan d'eau ;
- mise en protection du plan d'eau par la création d'un fossé encaissé ;
- ensemencement des berges par des plantes hygrophiles.

Avant toute remise en état du plan d'eau, l'exploitant s'appuie sur l'avis d'un écologue qui peut redéfinir en tant que de besoin les modalités de réaménagement adaptées aux enjeux identifiés.

4.2 : Suivi des mesures

Un suivi écologique est mis en œuvre sur la carrière durant l'exploitation et le réaménagement de la carrière. Ce suivi comprend :

- un suivi des espèces faunistiques et floristiques en présence sur le site à fréquence annuelle ;
- un suivi de la faune avec 6 passages annuels réalisés au printemps/été dont : 1 passage printanier axé sur les oiseaux nicheurs précoces ; 2 passages printaniers diurnes spécifiquement orientés sur le Lézard catalan ; 2 passages printaniers nocturnes orientés sur l'Alyte accoucheur et autres amphibiens et 1 passage estival ciblés sur les oiseaux nicheurs tardifs.
- un suivi annuel du développement potentiel d'espèces envahissantes ;
- un suivi annuel du peuplement des Écrevisses à pattes blanches (durant toute la durée de l'autorisation)

Ce suivi fait l'objet d'un compte-rendu qui est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

5.1 : Limitation des niveaux de bruit

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe 7.

5.1.1 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation et zone d'émergence réglementée

Les niveaux limites de bruit en limite de propriété et au niveau des zones d'émergence réglementées ne doivent pas dépasser les valeurs fixées dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

5.1.2 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans.

5.1.3 : Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles, ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis, seront déterminées suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

6.1 : Conception des installations

6.1.1 : Organisation des stockages

| Stockage | Dispositions spécifiques | | |
|--------------|---|------------|-------------------|
| | Nature des produits stockés | Quantité | Rétention |
| Local huiles | Cuve d'hydrocarbures Gazole non routier | 450 litres | Cuve double paroi |
| Local huiles | Huiles | / | Bacs de rétention |
| Aire étanche | Cuve d'hydrocarbures mobile Gazole routier | 400 litres | Cuve double paroi |

6.1.2 : Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'exploitant maintient libre l'accès au site pour permettre l'intervention des sapeurs-pompiers. Ces voies doivent être maintenues dans un état tel qu'elles permettent à la fois la circulation, le stationnement et la mise en œuvre des véhicules de secours. Elles sont délimitées, maintenues en état constant de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Dans la mesure du possible, ces voies ne doivent pas présenter de cul-de-sac. A défaut, elles sont aménagées de manière à permettre le retournement des engins de secours à leur extrémité.

L'exploitant procède à l'affichage au niveau de l'accueil des secours un plan schématique pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Il représente à minima tous les bâtiments, les voies de circulation, la localisation des hydrants, des locaux à risques particuliers, des dispositifs de commande de sécurité, des organes de coupure de fluides et des sources d'énergie, et les moyens d'extinction fixes et alarmes.

6.1.3 : Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les cuves d'hydrocarbures sont équipées de double paroi. Le ravitaillement de la foreuse a lieu sur une aire étanche. Le ravitaillement des engins est effectué au niveau de l'atelier sur une aire étanche reliée à un séparateur d'hydrocarbures.

6.2 : Moyens d'intervention en cas d'accident

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;

- un volume d'eau de 120 m³ durant 2 heures disponible à moins de 100 mètres de l'installation ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

7 - PREVENTION ET GESTION DES DECHETS

7.1 : Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

7.2 : Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

7.3 : Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

7.4 : Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau électronique de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

8.1 : Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement

8.1.1 : Rythme de fonctionnement

Les horaires associés aux activités des installations sont de 7h00 à 18h00 du lundi au vendredi, hors week-end et jours fériés.

8.1.2 : Modalités d'extraction

I - Phasage

L'extraction est réalisée en trois phases quinquennales d'une durée de 5 ans chacune, selon les plans de phasage annexés au présent arrêté (annexe 8).

Toute modification de ce phasage doit faire l'objet d'un dossier de porter-à-connaissance préalable auprès de la Préfecture.

| Phase | Cote NGF (en m) | Volume extrait (en m ³) | Stériles du gisement utilisés pour le remblaiement de Pistre |
|-------|-----------------|-------------------------------------|--|
| 1 | 345 | 463000 | 32410 |
| 2 | 330 | 463000 | 32410 |
| 3 | 300 | 290000 | 20300 |

Lors de la première phase, l'exploitant démonte le poste primaire et procède au remplacement de celui-ci par un groupe mobile positionné au front d'exploitation et alimenté par la pelle hydraulique. Les matériaux sont ensuite repris par un chargeur sur pneus afin d'alimenter les installations fixes.

En parallèle de l'approfondissement du carreau, le plan d'eau de Pistre est progressivement remblayé selon le phasage défini en annexe 9. Les premiers remblaiements de chaque phase doivent s'effectuer en automne jusqu'à atteindre la surface de l'eau (mise hors eau du plan d'eau).

Dans le cas où les travaux de remblaiement seraient interrompus pendant plus de deux semaines, l'exploitant met en place une bâche anti-intrusion dans le but d'éviter le retour d'amphibiens dans le plan d'eau.

À chaque nouvelle phase de remblaiement, un écologue s'assure de l'absence d'amphibiens dans le plan d'eau et guide les travaux lors des premières opérations.

II – Cote minimale d'extraction

- Cote minimale du fond d'exploitation : 300 m NGF
- Hauteur maximale des fronts : 15 mètres
- Largeur minimale des gradins/banquettes en cours d'exploitation : 10 mètres

III – Stabilité des fronts

Les fronts ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

IV – Abattage à l'explosif

L'extraction est réalisée par abattage à l'explosif. Les fronts sont abattus en direction Sud-Ouest.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour éviter les projections de pierres et assurer la protection des tiers sur les parcelles et voies de circulation environnantes lors des tirs de mines.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.

L'exploitant réalise trimestriellement des mesures de vibrations et à chaque nouvelle méthode de tir (dans le cas d'adaptation de la charge unitaire) sur le front actuel et sur les futurs fronts.

8.1.3 : Modalités de gestion des verses existantes

Afin d'assurer la stabilité des verses existantes, l'exploitant procède aux travaux de confortement suivants :

- reprofilage de l'ensemble du talus à 3H/2V pour le profil P1 de la verse n°2 (recul de crête de 5 m) ;
- reprofilage de l'ensemble du talus à environ 3H/2V pour le profil P4 de la verse n°3 (avancée de pied de talus de 2,5 m) ;
- pour le profil P5 de la verse n°3 :

- Réalisation d'une butée de pied ;
- Reprofilage par remblaiement d'une nouvelle risberme à la cote de 457,3 m NGF avec un talus intermédiaire à environ 3H/2V.

Les profils à atteindre pour chacune des versées sont annexés au présent arrêté (annexe 10).

L'exploitant assure une surveillance visuelle régulière des versées afin de détecter tout glissement.

Les profils P1 de la versée n°2, P4 et P5 de la versée n°3 sont instrumentés par le biais d'inclinomètres et de plots de mesures topographiques. Cette surveillance est maintenue après la réalisation des travaux pour garantir la stabilité à long terme de la structure.

Ces travaux de confortement sont accompagnés d'une maîtrise des eaux de ruissellement. À ce titre, l'exploitant aménage sur chaque plateforme sommitale des versées n°2 et n°3 un chenal central dont les caractéristiques sont les suivantes :

- largeur de 3 à 5 mètres présentant des pentes de l'ordre de 5 à 10 % ;
- modelé par terrassement, compacté, puis empierré à l'aide de matériaux de granulométrie 100-200 mm ou équivalent.

Les bordures de la plateforme sommitale, depuis l'extrémité de la plateforme jusqu'au chenal central, sont remodelées pour présenter une pente continue de 3 à 4 % en direction du chenal. Elles ne doivent pas présenter de zone horizontale ou de point bas. Les bordures sont végétalisées.

Ces chenaux collectent les eaux de ruissellement des plateformes et les acheminent vers le Nord-Est où elles sont collectées au niveau de la piste.

Les banquettes sont remodelées sous forme de banquettes drainantes avec une contrepente de 10 % afin de concentrer les eaux côté pied de talus et présentent une pente douce qui permettent de drainer les eaux en direction de la piste où elles sont collectées. Ce reprofilage concerne :

- les deux banquettes de la versée n°2,
- les deux banquettes situées en contrebas de la versée n°2 et,
- la banquette de la versée n°3.

Ces banquettes seront recouvertes en surface et sur une épaisseur de 50 cm de matériaux compactés (type 100/200 mm).

Un fossé est aménagé en bordure de la piste existante. Il collecte les eaux des banquettes drainantes et des chenaux des plateformes sommitales. Le fossé présente la même pente que celle de la piste et est protégé par une couche de matériaux dont la granulométrie est supérieure à 388 mm.

La piste d'accès est reprofilée afin que la pente transversale de la piste renvoie les eaux vers le fossé de bordure. Aucun merlon n'est créé entre la piste et le fossé.

Au niveau de l'extrémité Ouest de la versée n°3, les eaux sont renvoyées depuis la piste et le fossé vers le bassin amont par le biais d'une descente d'eau en enrochements bétonnés qui sécurise l'actuelle ravine. Cette descente d'eau est de section trapézoïdale. Les interstices entre les enrochements sont limités et les blocs d'enrochement sont liés entre eux par du béton.

L'ensemble des aménagements décrits ci-dessus sont conformes aux schémas de principes annexés au présent arrêté.

8.2 : Instance de suivi

L'exploitant met en place une commission de suivi. Cette commission qui se réunit à minima annuellement a pour but d'instaurer un espace d'échanges entre l'exploitant et les différentes parties prenantes (élus, riverains, associations, Parc Régional, fédération de pêche, etc.).

Dans les sujets abordés lors de cette commission figurent notamment le bilan de l'année passée (production, rejets eaux, suivi biodiversité, éventuels incidents/accidents,...).

Un compte-rendu de ces réunions est transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées.

8.3 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juillet 1999 et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 6 novembre 2007 et du 22 décembre 2017 sont abrogés par le présent arrêté.

L'arrêté préfectoral du 8 mars 2011 relatif à l'installation de traitement est abrogé par le présent arrêté.

9 - DISPOSITIONS FINALES

9.1 : Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

9.2 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Toulouse :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

9.3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Sorèze, commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Sorèze, commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Tarn ;

3° Le présent arrêté est adressé :

- aux conseils municipaux des communes de Sorèze, Cahuzac, Dourgne, Durfort, Les Cammazes et Saint-Amancet (département du Tarn) et Les Brunels (département de l'Aude) ;
- à la communauté de communes Aux sources du canal du Midi ;
- au conseil départemental du Tarn.

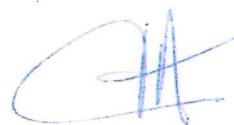
4° Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

9.4 : Exécution

Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le directeur départemental des territoires du Tarn, le directeur général de l'agence régionale de santé Occitanie, le chef du service départemental du Tarn de l'office français de la biodiversité et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CEMEX Granulats Sud Ouest.

Fait à Castres le 08 OCT. 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres

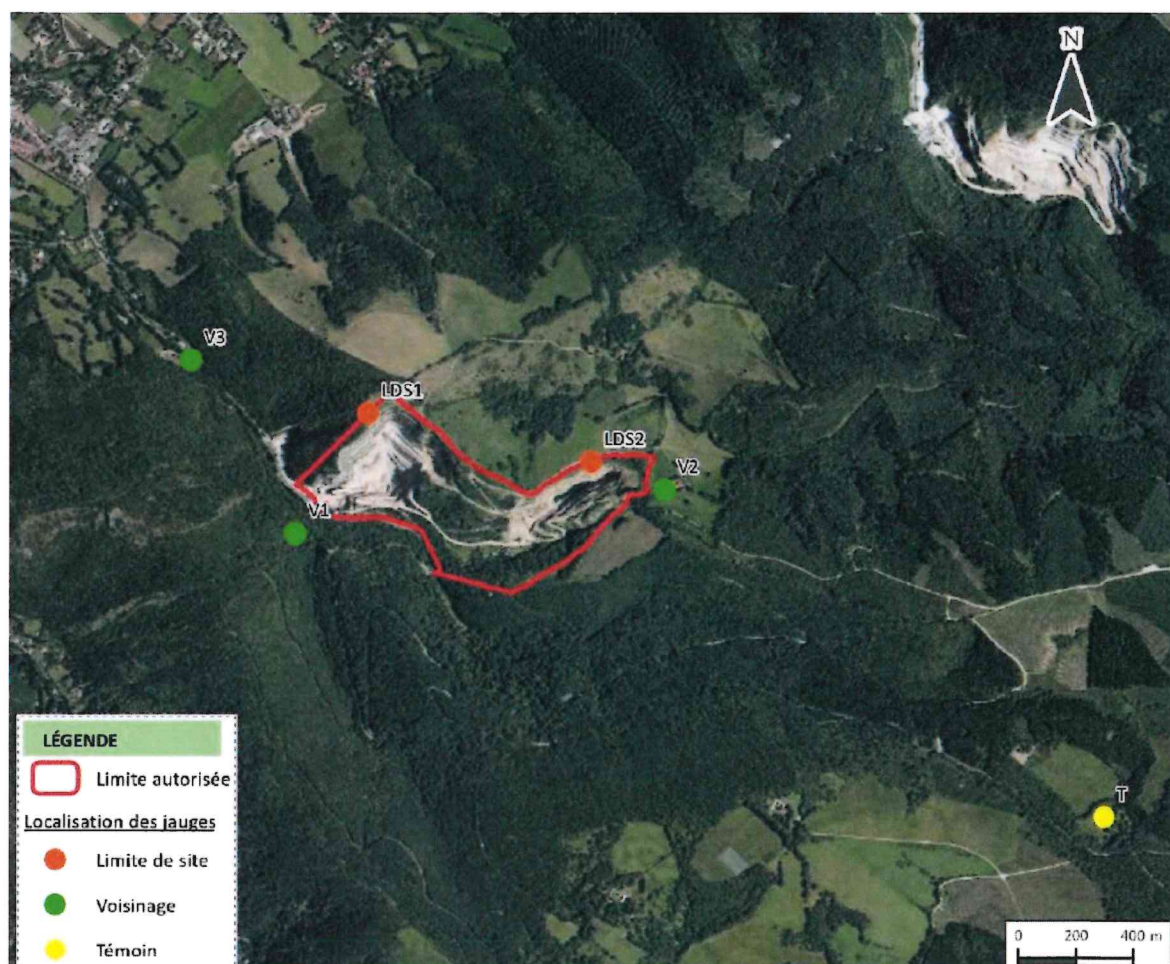
A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'L' followed by several vertical strokes.

Laurent GANDRA-MORENO

ANNEXE 1 : PLAN DE REMISE EN ÉTAT FINALE



ANNEXE 2 : LOCALISATION DES JAUGES



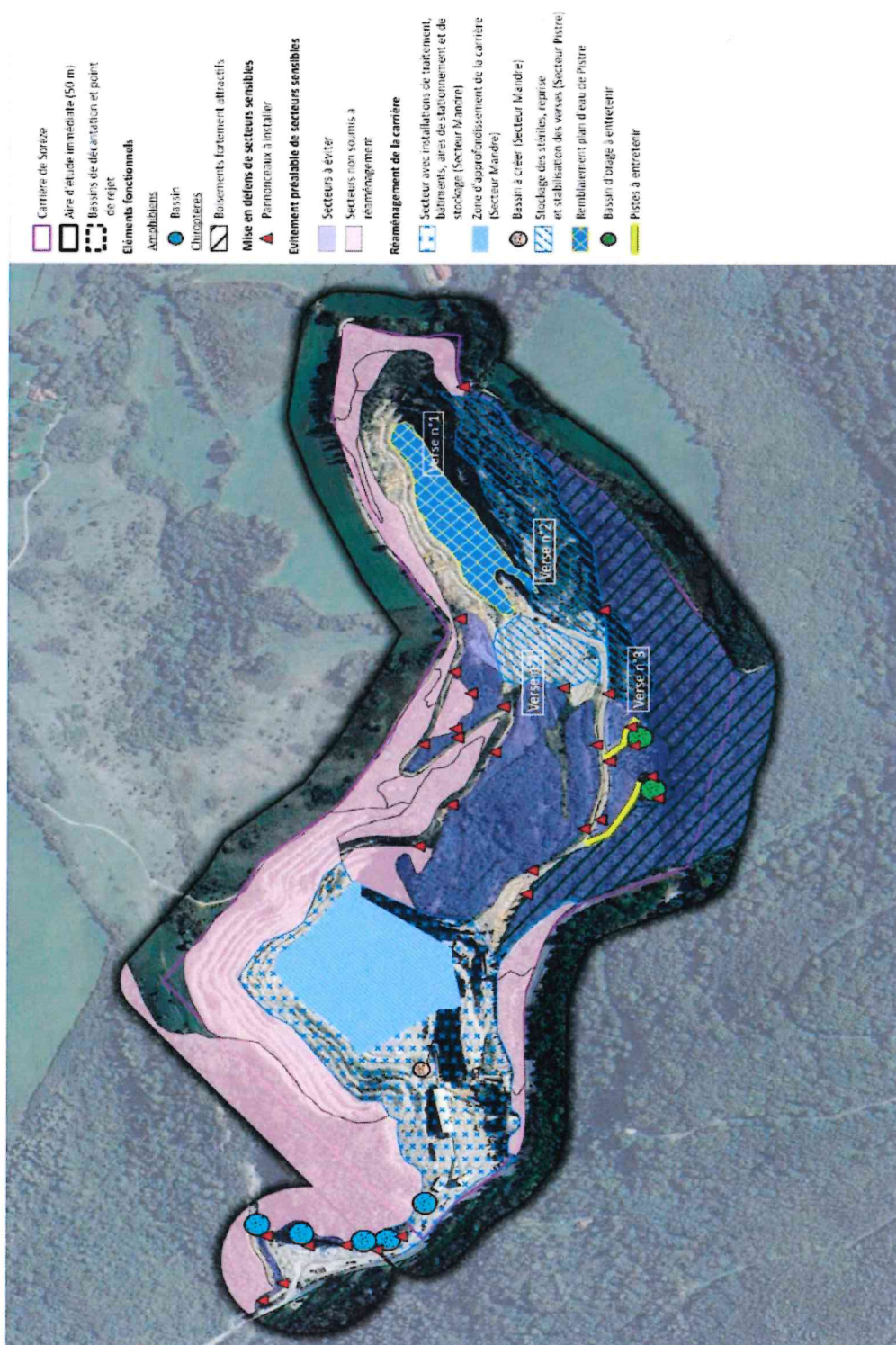
ANNEXE : 3 LOCALISATION DES PIÉZOMÈTRES



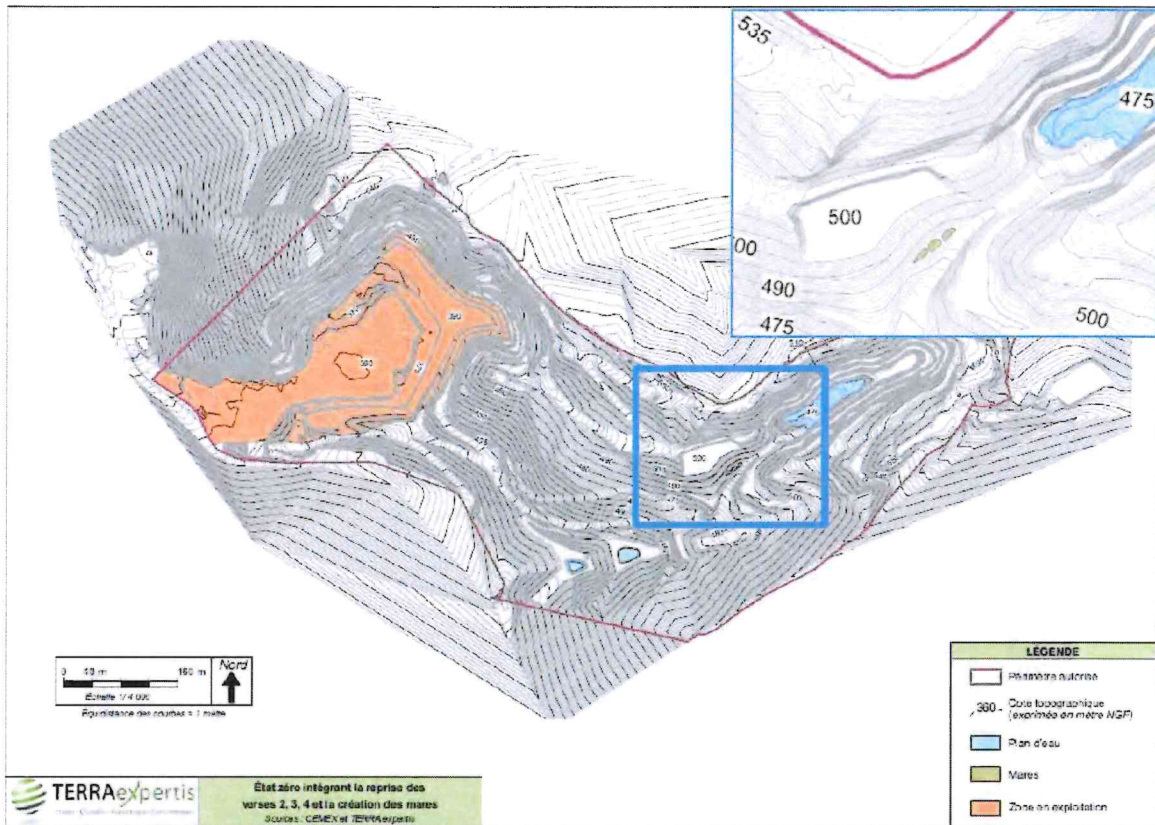
ANNEXE 4 : POINTS DE SUIVI DU RUISSEAU DE L'ORIVAL



ANNEXE 5 : SECTEURS SENSIBLES



ANNEXE 6 : LOCALISATION CHAPELET DE MARES



ANNEXE 7 : ZONES A ÉMERGENCES

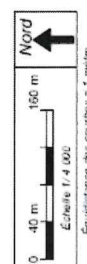


ANNEXE 8 : PLANS DE PHASAGE PHASE 1

PHASE A (T₀ + 5 ans)



| LÉGENDE | |
|---------|--|
| | Périmètre autorisé |
| | Cote topographique ,360- (exprimée en mètre NGF) |
| | Plan d'eau |
| | Mares |
| | Zone en exploitation |
| | En cours de réaménagement |



ANNEXE 8 : PLANS DE PHASAGE PHASE 2

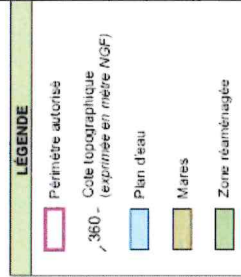
PHASE B (T₀ + 10 ans)



| LÉGENDE | |
|---------|--|
| | Périmètre autorisé |
| | Cote topographique 360 - (exprimée en mètre NGF) |
| | Plan d'eau |
| | Mares |
| | Zone en exploitation |
| | En cours de réaménagement |

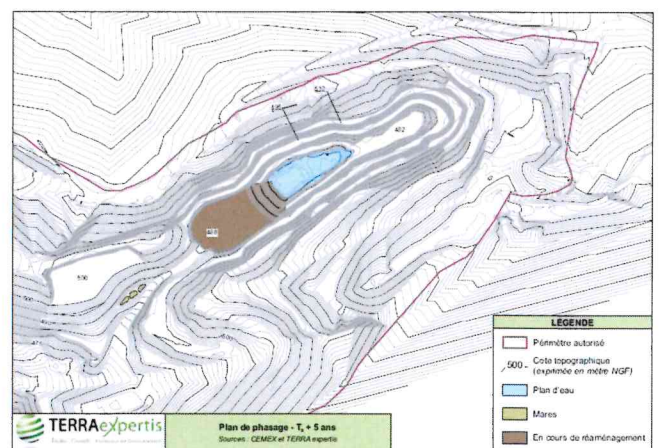
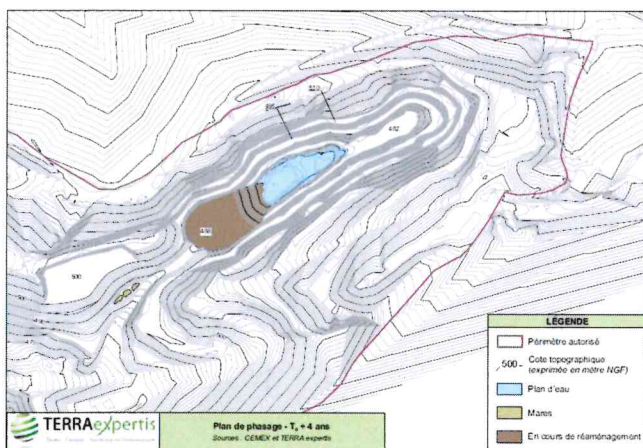
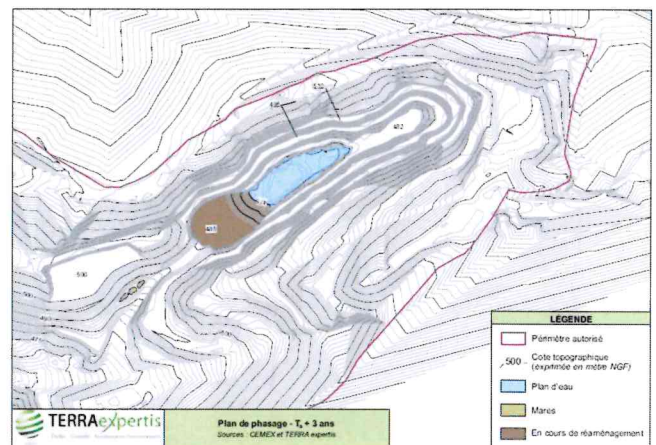
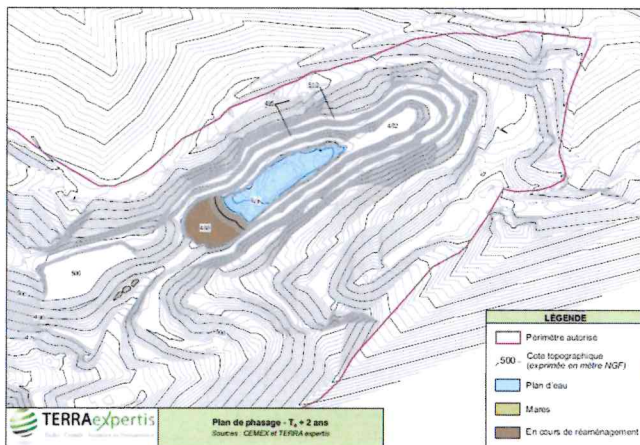
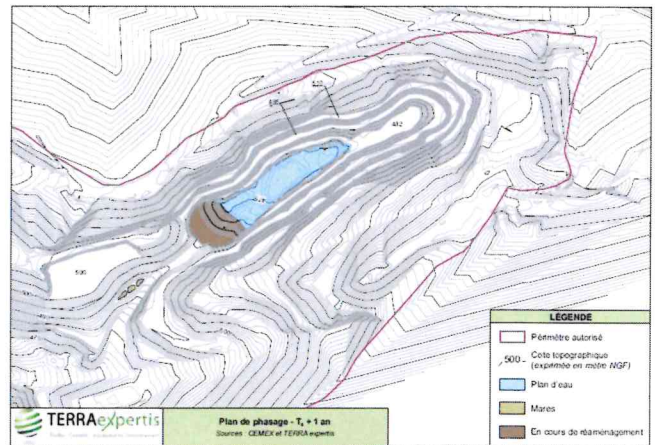
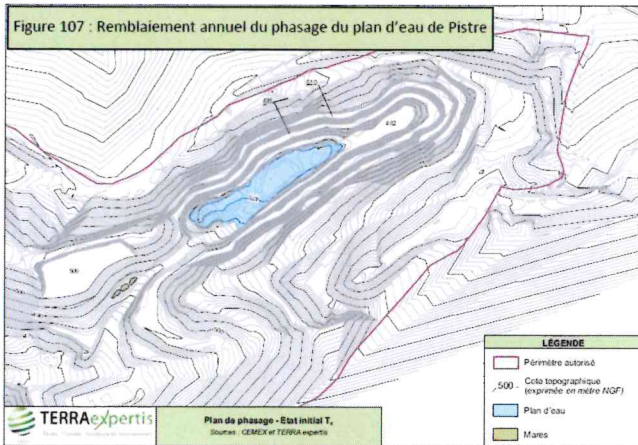
ANNEXE 3 : PLANS DE PHASAGE PHASE 3

PHASE C (T₀ + 15 ans)

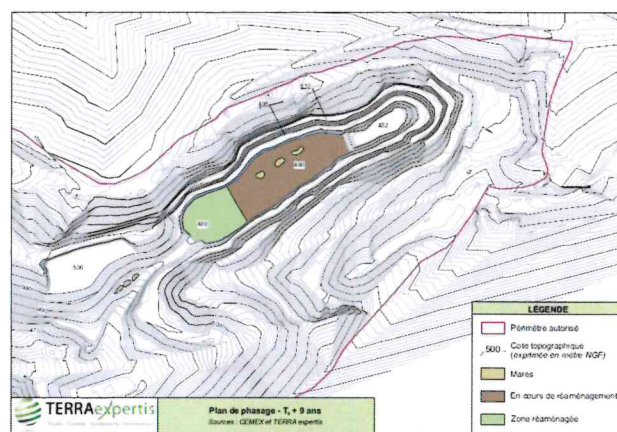
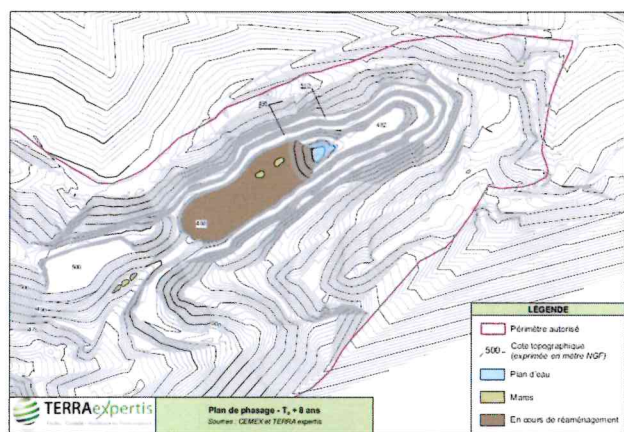
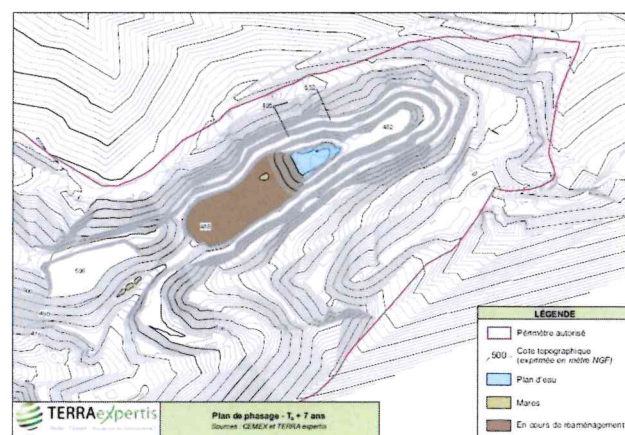


ANNEXE 9 : PHASAGE DU REMBLAIEMENT DU PLAN D'EAU DE PISTRE

Figure 107 : Remblaiement annuel du phasage du plan d'eau de Pistre



ANNEXE 9 : PHASAGE DU REMBLAIEMENT DU PLAN D'EAU DE PISTRE



ANNEXE 10 : PROFILS DES VERSES

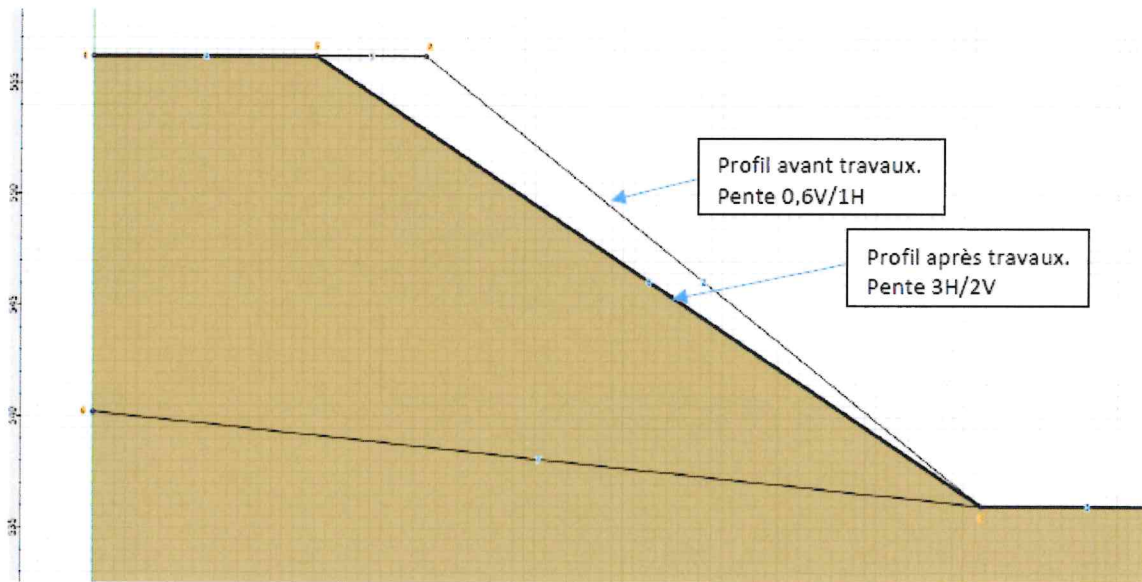


Figure 46 : Profil P1 de la verse n°2 avant et après travaux

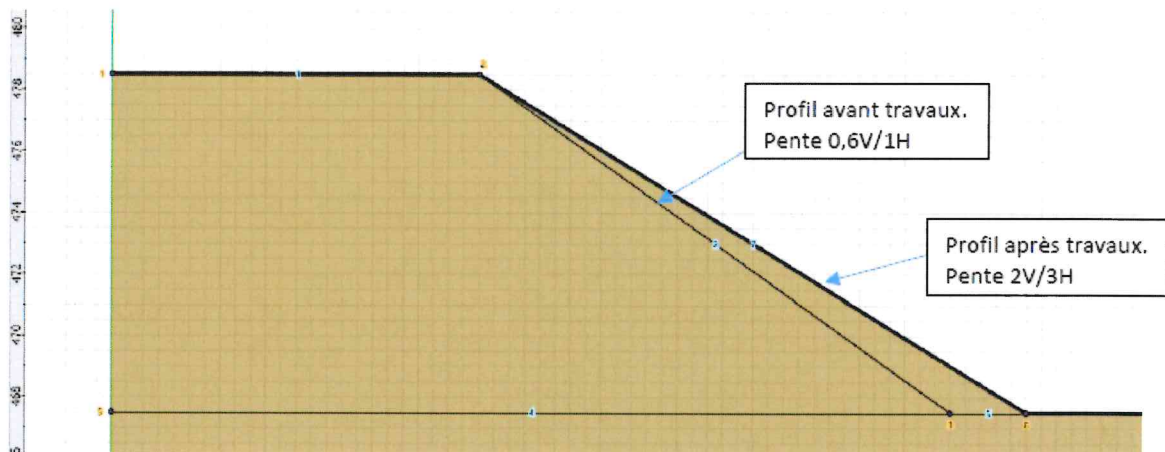


Figure 47 : Profil P4 de la verse n°3 avant et après travaux

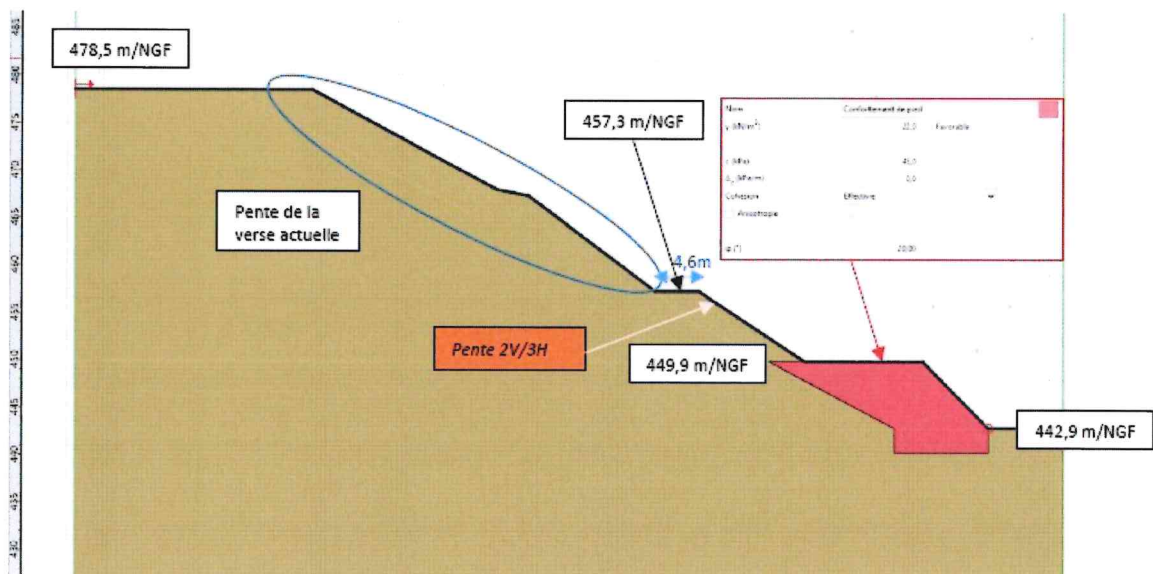


Figure 48 : Profil P5 de la verse n°3 – état remodelé